



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

protection

Question au Gouvernement n° 342

Texte de la question

CONFÉRENCE DE DOHA

M. le président. La parole est à Mme Barbara Pompili, pour le groupe écologiste.

Mme Barbara Pompili. Madame la ministre de l'écologie, la dix-huitième conférence des Nations unies sur le climat vient de s'ouvrir à Doha. Selon la Banque mondiale, la température risque d'augmenter de quatre degrés d'ici à 2060. L'urgence est réelle car le dérèglement climatique a déjà commencé à se produire sous nos yeux : tempêtes, inondations, canicules, fonte des glaces, baisse des rendements agricoles et pénuries régionales dues aux sécheresses, déplacements de populations. Plus nous attendrons et plus ces problèmes s'amplifieront et auront un coût économique et social élevé.

La cause première de cette catastrophe annoncée, que nous pouvons éviter, ce sont les gaz à effet de serre. Nous devons écouter la Banque mondiale qui appelle à une utilisation plus intelligente de l'énergie et des ressources naturelles. En septembre dernier, lors de la Conférence environnementale, le Président Hollande a annoncé vouloir être exemplaire pour lutter contre le réchauffement climatique. Ce sont des objectifs que nous partageons pleinement.

Madame la ministre, je sais que vous allez porter à Doha une parole forte pour lutter efficacement contre le changement climatique. Nous savons aussi que des intérêts puissants poussent en sens inverse pour nier ce phénomène et continuer le *business* mondial des hydrocarbures jusqu'à la dernière goutte. En France, ils soutiennent la création d'un nouvel aéroport à Notre-Dame-des-Landes (*Rires et exclamations sur les bancs des groupes UMP et UDI*) en dépit du contexte pétrolier et aéronautique. Ils veulent exploiter les gaz de schiste en dépit de leurs émissions de gaz à effet de serre. Ces mauvaises solutions héritées du passé nous conduisent droit dans le mur.

Notre exemplarité et notre crédibilité dans les négociations internationales reposent également sur nos engagements et notre cohérence en France et en Europe. En un mot, madame la ministre, comment faire vivre en France l'esprit de Doha ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe écologiste et sur plusieurs bancs du groupe RRDP.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Mme Delphine Batho, *ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie*. Madame la députée, vous avez bien fait d'évoquer le rapport de la Banque mondiale, qui doit provoquer, comme le souhaite le président de cette institution, un électrochoc, et qui représente un cinglant désaveu pour toutes les théories climato-sceptiques. Ce rapport rappelle en effet que tous les travaux scientifiques disent que le réchauffement climatique dépassera quatre degrés d'ici à la fin du siècle. Ce n'est plus une prévision, c'est aujourd'hui un fait avéré et qui, malheureusement, s'accélère.

À Doha, la France sera représentée par Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, Pascal Canfin, ministre chargé du développement, et moi-même. La France souhaite que cette conférence permette de marquer une avancée dans la perspective d'un accord universel pour lutter contre le réchauffement climatique en 2015.

Nous souhaitons également que soient pris des engagements tangibles et concrets à court terme, avec un engagement sur une seconde période du protocole de Kyoto applicable au 1er janvier 2013. Nous espérons que cet engagement porté par la France et l'Union européenne sera rejoint par l'ensemble des pays industrialisés,

car personne n'est à l'abri du réchauffement climatique.

L'enjeu est aussi de soutenir les pays en voie de développement. Je rappelle que la France est aujourd'hui le deuxième contributeur de l'Union européenne en termes de moyens financiers pour aider ces pays à lutter contre le réchauffement climatique. Je salue l'action du ministre Pascal Canfin dans ce domaine.

La France est donc déterminée à agir à l'échelle internationale. Nous avons fait part de notre disponibilité pour accueillir la conférence climat en 2015. Nous sommes également déterminés à agir en France. C'est l'objet du débat national sur la transition énergétique. C'est aussi l'objet du séminaire sur la perspective du nouveau modèle français qui se tiendra mardi prochain sous l'autorité du Premier ministre et qui permettra de faire le point sur le respect des engagements pris à la conférence environnementale. *(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et écologiste.)*

Données clés

Auteur : [Mme Barbara Pompili](#)

Circonscription : Somme (2^e circonscription) - Écologiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 342

Rubrique : Environnement

Ministère interrogé : Écologie, développement durable et énergie

Ministère attributaire : Écologie, développement durable et énergie

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [29 novembre 2012](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [29 novembre 2012](#)